

CONSTRUIRE LA RIPOSTE FACE À L'EXTRÊME DROITE BOLLORÉ OU BARDELLA, AVIDE DE DÉTRUIRE DES LIBERTÉS DÉJÀ BIEN BAFOUÉES

La pétition « Zapper Bolloré » contre la concentration de plus en plus grande de tous les médias dans les mains du milliardaire d'extrême droite a recueilli plusieurs milliers de signatures de professionnels du spectacle. Depuis, le président de Canal+, Maxime Saada, aux ordres de Bolloré, a annoncé sa volonté de censurer tous les signataires, s'attirant une nouvelle salve de protestations.

Les milliardaires fachos à l'assaut des médias

Depuis plusieurs années, les milliardaires fachos rachètent maisons d'édition, chaînes de télé, titres de presse, sociétés de cinéma, auxquels ils imposent peu à peu leur ligne éditoriale haineuse. On comprend donc que les journalistes, écrivains, producteurs et artistes s'inquiètent de voir bridée la liberté d'expression et ils ont raison d'utiliser leur notoriété pour relayer leur protestation.

Mais ce n'est pas d'hier que la liberté d'expression est bafouée ! La première censure, c'est le fric ! Sur quelle chaîne dénonce-t-on les sanctions contre tous ceux qui osent protester dans leur entreprise contre les liens de leur boîte et les exportations illégales d'armes vers Israël ? Ou contre ceux qui ont tout simplement donné publiquement leur opinion sur la politique de leur patron, les conditions de travail dans les ateliers ou les bureaux ? Où a-t-on vu relayées aux heures de grande diffusion les « protestations » que sont les débrayages, les grèves que nous faisons pour nous faire entendre ? Où sont les chaînes de télé d'information continue sur la situation des classes populaires ? La liberté d'expression appartient à ceux qui ont le fric et qui s'en servent pour défendre leurs intérêts !

La politique de l'extrême droite une fois au pouvoir

La façon dont un Bolloré contrôle les médias, imposant sa ligne éditoriale et ses hommes aux commandes, montre ce dont est capable l'extrême droite une fois qu'elle est aux commandes. Les maires du Rassemblement national ne se sont pas contentés de couper les budgets des associations qui ne leur plaisent pas, ils s'en sont très vite pris aux représentants des travailleurs, ici pour licencier deux militants

syndicalistes, là pour tenter d'expulser les bourses du travail !

À la tête d'un pays, ils font bien pire. La politique de Trump n'est que cadeaux assumés aux plus riches, mais chasse à l'homme contre les travailleurs les plus précaires que sont les migrants. La politique barbare de l'État d'Israël de génocide et d'apartheid contre les Palestiniens s'accompagne d'une répression menée par le gouvernement d'extrême droite y compris contre les Israéliens qui protestent ou contre les courageux membres des flottilles pour Gaza, arrêtés en haute mer, humiliés, frappés, blessés, victimes de menaces de mort et de sévices sexuels. L'extrême droite est bien une menace mortelle pour les travailleurs !

Les gouvernants n'ont pas attendu l'extrême droite pour réprimer

Tout cela est donc inquiétant, mais n'est qu'une aggravation brutale d'une politique menée depuis longtemps par des dirigeants des partis de gouvernement, de la droite, du centre ou de cette gauche qui aspire au pouvoir au sein du capitalisme ! La loi Travail, c'était Hollande-Valls. La répression brutale des Gilets jaunes, les matraquages de lycéens en colère, c'était Macron. Les expulsions de travailleurs immigrés, les licenciements abusifs n'ont pas attendu Bolloré. En ce moment même, de nombreux militants sont menacés non seulement de licenciement, mais de sanctions judiciaires.

Le 20 juin prochain, il y aura une manifestation nationale à Paris à l'appel de nombreuses structures syndicales et politiques contre la répression patronale et d'État. Une première occasion de faire face, front ensemble contre tous ceux qui veulent nous ramener « à l'âge de pierre » des libertés fondamentales.

Ce tract t'a plu ? Laisse-le traîner là où il sera lu...

Éditorial du lundi 25 mai 2026

Il n'y a pas que le vieux qui prend l'eau

Le nouveau bâtiment d'accueil du public devrait être livré très prochainement. On espère que la direction n'a cette fois pas radiné sur le bardage et les finitions, comme pour les bâtiments biologie et LPA, ou alors il faudra ajouter dans la liste du matériel recommandé pour une hospitalisation la serpillère et le parapluie !

Nos salaires ont un sale air

Le gouvernement annonce qu'il va renouveler les primes sectorielles attribuées à diverses professions : pêcheurs, agriculteurs, transporteurs, etc. Elles devraient s'étendre aux aides à domicile et aux fonctionnaires utilisant leurs véhicules pour aller travailler, aux grands rouleurs. Comme d'habitude il n'y a pas de mannes cachées et l'ensemble devrait avoisiner les 700 millions d'euros, une peccadille comparée aux 6 milliards dépensés pour une démonstration de matériels de guerre dans le golfe Persique. L'inflation ne s'arrêtera pas aux prix à la pompe et affectera l'ensemble de notre budget, ce ne sont pas des mesurette temporaires qu'ils nous faut mais une hausse de nos salaires.

Plus chauds que le climat

Avec le réchauffement climatique, les vagues de chaleur ont lieu de plus en plus tôt. Selon l'INRS, au-delà de 30 °C pour une activité sédentaire, et de 28 °C pour un travail nécessitant une activité physique, la chaleur génère des risques pour les travailleurs : elle représente un danger. À l'hôpital, ça veut dire aussi des risques pour les patients ! Rappelons qu'on a tous le droit de se retirer de toute situation dangereuse pour notre santé ! C'est-à-dire d'informer qu'on arrête de bosser jusqu'à ce qu'ont ait des conditions viables : eau à disposition, locaux à température correcte. C'est la moindre des choses, exigeons-le ensemble !

Les finances du CHU s'améliorent, sur le dos de son personnel !

Dans un entretien donné à Ouest-France, publié le 8 mai, Frédéric Varnier, directeur général du CHU, se félicite que le CHU ait « retrouvé une situation financière positive ». Il nous livre même la recette : « +12 % d'activité entre 2019 et aujourd'hui ». C'est donc en exploitant d'autant plus son personnel, et en facturant d'autant plus de prestations, que les finances remontent. Mais pourquoi donc faudrait-il un budget en positif quand on offre un service public ? Le soin n'est pas une marchandise !

Eurêka

Branle-bat de combat ! Le grand sachem de la direction des hôpitaux parisiens vient de découvrir l'eau chaude. En effet, pour fidéliser médecins, infirmières, et autres personnels soignants, l'hôpital public doit offrir de meilleures conditions de travail et de meilleures rémunérations ! Une proclamation qui ressemble plus à un pétard mouillé, car il n'y a ni annonce d'embauches, ni revalorisation des grilles de salaires, ni remise en question de la structure mandarinale au sein de l'hôpital. L'augmentation de salaire passera par l'attribution de primes et indemnités à la tête du client. À croire que l'hémorragie se soigne par la saignée.

Nos collègues du travail social en grève

Mardi 26 mai dernier était une journée nationale de mobilisation pour nos collègues travailleurs et travailleuses du social. Une centaine de grévistes s'est réunie devant Nexem à Paris, le syndicat des patrons dans le social, puis ont discuté des suites du mouvement en Assemblée Générale. À Caen, ils et elles étaient une cinquantaine Place Bouchard le mardi soir pour dénoncer les salaires bas et le sous-effectif, et le triple à La Glacière, près de Cherbourg ! Comme quoi, les problèmes sont les mêmes partout.



Une info à faire passer ? Ce bulletin peut te servir à partager ces informations aux collègues du CHU.

Envoie-nous un mail ou un mp sur insta : ✉ npacaen@npa-revolutionnaires.org

📍 [npa_revo_caen](https://www.instagram.com/npa_revo_caen)